



# Déclarations et Discours

---

N° 85/12

## PERSPECTIVES NOUVELLES DE COOPÉRATION ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE

Allocution du Très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à l'occasion du dîner officiel offert en l'honneur du ministre des Affaires étrangères de l'Argentine, M. Caputo, Ottawa, le 30 septembre 1985.

...Je suis convaincu, Monsieur le Ministre, que nos deux pays ont beaucoup à apprendre l'un de l'autre. Votre visite survient à un moment particulièrement opportun. Elle nous a permis de préciser le cadre dans lequel nous voulons voir se développer les relations bilatérales entre nos deux pays. L'impulsion politique qui est aujourd'hui donnée à ces relations vient consolider les efforts déjà entrepris et ouvre de nouvelles perspectives de coopération.

Les contacts personnels entre ministres et hauts fonctionnaires de nos deux gouvernements ont été un élément important de ce processus. C'est ainsi que, la semaine dernière, nous avons été heureux d'accueillir au Canada, peu avant votre arrivée, votre collègue le ministre de l'Énergie, M. Storani, qui était accompagné d'une imposante délégation de hauts fonctionnaires et de gens d'affaires argentins. À cela est venue s'ajouter la réunion du Comité Canada-Argentine de coopération économique et industrielle, qui s'est tenue à Buenos Aires du 20 au 22 août. Même s'il s'agissait essentiellement d'un premier échange entre des officiels de nos deux pays pour donner une dimension nouvelle à notre relation, je suis très heureux des progrès accomplis à cette occasion, et notamment des nouveaux secteurs de coopération qui ont été identifiés, depuis les négociations commerciales multilatérales qui se tiendront prochainement jusqu'au recensement de projets commerciaux spécifiques. À cet égard, Monsieur le Ministre, je veux souligner l'importance que le gouvernement du Canada accorde à ces consultations et vous dire combien nous apprécions la contribution notable que vous avez apportée à ce processus en y prenant un intérêt personnel et par votre participation.

Nos discussions aujourd'hui ont permis de cerner deux questions particulières qui intéressent et pré-occupent nos deux pays : le processus de paix en Amérique centrale et la crise financière dans laquelle sont plongés bon nombre de pays de la région.

En tant que pays de l'hémisphère occidental, le Canada et l'Argentine ont appuyé sans réserve les efforts en vue d'instaurer une paix durable en Amérique centrale. À cet égard, je voudrais féliciter M. Caputo pour le rôle dynamique qu'il a joué dans la décision très positive et opportune prise récemment par l'Argentine, de concert avec le Brésil, le Pérou et l'Uruguay, d'établir un groupe de soutien du processus de Contadora. Conscients des nombreuses difficultés et frustrations auxquelles se sont heurtés les pays du groupe de Contadora [Venezuela, Colombie, Mexique, Panama] dans leur recherche d'un règlement pacifique en Amérique centrale, ils ont par cette mesure renforcé l'autorité morale et pratique du Groupe à un moment critique.

Comme vous le savez, le Canada continue de voir dans le processus de Contadora l'instrument le plus

---

approprié pour créer les conditions propices à la réconciliation et à un retour à la stabilité en Amérique centrale. J'ai utilisé le terme « approprié » à dessein. Le processus de Contadora est effectivement un tel mécanisme, puisqu'il s'agit d'une initiative latino-américaine destinée à régler un problème latino-américain.

Comme je l'ai indiqué dans le message que je vous ai adressé ainsi qu'à vos collègues à l'occasion de votre réunion de fondation en août à Cartagena, nous applaudissons à cet exemple additionnel et opportun de solidarité de la part de pays sud-américains clés vis-à-vis du processus de Contadora. À mon avis, il ne faut pas voir de coïncidence dans le fait que, peu après cette rencontre, des progrès véritables ont pu être marqués durant les réunions que le Groupe a tenues au Panama avec les cinq pays d'Amérique centrale.

Le Canada est évidemment bien éloigné de l'Amérique latine. Je fais cette remarque plutôt évidente pour expliquer pourquoi nous avons choisi de soutenir et non de diriger la recherche de la paix en Amérique centrale. Mais, en tant que pays d'un même hémisphère, nous avons le devoir d'agir de façon constructive là où il est pratique et bienvenu de le faire. Voilà entre autres pourquoi notre soutien du processus ne s'est pas limité aux déclarations. J'ai indiqué clairement que, si on l'y invitait, le Canada mettrait à la disposition des pays du Groupe ses compétences et ses conseils sur la vérification et le contrôle. L'invitation lui a effectivement été faite et le Canada a, à quatre reprises, fourni des commentaires détaillés ainsi qu'une aide pour permettre la mise en place du mécanisme de vérification et de contrôle.

Je vous répète, Monsieur le Ministre, comme je l'ai fait à M. Sepulveda, le ministre des Affaires étrangères du Mexique la semaine dernière à New York, que le Canada demeure disposé à offrir dans ce domaine tous autres conseils qui pourront être utiles.

Notre volonté d'aider à surmonter la crise qui sévit en Amérique centrale s'est manifestée d'autres façons. Conformément à l'esprit et aux objectifs du groupe de Contadora, le Canada maintient ses engagements en faveur de l'aide au développement de l'Amérique centrale, et ce, malgré un climat d'austérité financière et les coupes inévitables opérées dans les budgets. En reconnaissance des progrès sensibles réalisés au Salvador, tout particulièrement sous la direction du président Duarte, vers un processus véritablement démocratique et de la réduction importante du nombre de violations des droits de la personne, le Canada a rétabli son programme d'aide à ce pays. Compte tenu des circonstances difficiles qui persistent dans ce pays, notre aide sera d'abord de nature humanitaire. Nos projets appelleront la participation d'organisations non gouvernementales et viseront tout particulièrement les personnes déplacées.

Au Nicaragua, le Canada a appuyé activement les efforts d'une des associations d'autochtones, les Misurasata, pour en arriver avec le gouvernement de Managua à un modus vivendi satisfaisant qui leur permettrait de retourner en paix dans leurs foyers nationaux traditionnels et de protéger l'intégrité de leur culture.

Le Canada a fait connaître à diverses reprises le souci que lui inspirent les questions associées des droits de l'homme, des personnes déplacées et des réfugiés en Amérique centrale. Nous avons ouvert nos

---

portes à un nombre toujours croissant de réfugiés de la région. L'an dernier, nous en avons accueilli 3 000, et il en sera de même cette année.

Pour ce qui est de la situation de la dette internationale, je suis très conscient des difficultés économiques auxquelles se heurte l'Amérique latine. Au Canada, nous avons suivi de près l'élaboration des politiques économiques du président Alfonsín, et je tiens à exprimer mon admiration devant les mesures courageuses qu'a prises le gouvernement argentin pour faire face à une situation économique qui constituerait un défi pour tout gouvernement élu. Ces mesures nous apportent la preuve qu'existe désormais dans votre pays le genre de direction que tous les amis de l'Argentine espéraient voir s'instaurer à l'avènement du président Alfonsín.

Monsieur le Ministre, vous présentez de façon fort éloquente les défis que pose au monde la situation de la dette. Je tiens à vous assurer que l'Argentine n'est pas seule dans sa lutte pour réaliser son avenir. Les conséquences de l'endettement international pour la région et pour l'économie mondiale préoccupent le Canada depuis 1982. Nous avons participé et continuerons de participer activement aux efforts multilatéraux déployés à cet égard, de manière à faire en sorte que soit adoptée une approche globale à la fois réaliste, souple et adaptée aux circonstances.

Je n'ai pas l'intention ce soir de remonter aux origines du problème, ni d'en attribuer le blâme à qui que ce soit. Nous portons tous notre part de responsabilité. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est persévérer dans notre coopération pour nous préparer un avenir plus encourageant.

Nous avons certes réalisé des progrès considérables dans la résolution des problèmes du service de la dette, en grande partie grâce aux courageux ajustements entrepris par les pays débiteurs, mais nous n'avons pas encore lieu d'être satisfaits. Le climat économique international est aujourd'hui moins favorable à la réalisation des efforts d'ajustement nécessaires. Dans le discours que vous avez prononcé aux Nations Unies la semaine dernière, comme au cours de nos entretiens à Ottawa, vous avez fait une très importante observation, à savoir qu'il est impossible de concevoir une situation stable dans laquelle l'austérité n'irait pas de pair avec la croissance, ou du moins avec un espoir de croissance. Le Canada entend travailler avec d'autres intervenants internationaux pour faire en sorte que cet espoir se concrétise.

À cette fin, il est essentiel que les gouvernements débiteurs et créanciers, les banques et les organismes internationaux intensifient leur coopération. L'approche au cas par cas demeure valable. Il faut que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale continuent de jouer un rôle clé pour le renforcement des flux financiers. La communauté internationale devra toutefois examiner des moyens de consolider cette approche.

En premier lieu, les pays industrialisés devront mener des politiques qui favorisent une croissance économique soutenue et un abaissement des taux d'intérêt. De l'avis du Canada, il serait également utile que les États-Unis réduisent encore leur budget. Quant aux autres pays industrialisés, ils devront agir dans la mesure de leurs moyens pour contrebalancer le ralentissement de l'économie américaine.

---

Nation commerçante, le Canada est profondément conscient des dangers que le protectionnisme fait courir à sa propre prospérité et de la menace qu'il pose aux pays débiteurs. Les pays industriels doivent donc s'efforcer de résister aux pressions protectionnistes. Compte tenu de la tendance au Congrès des États-Unis, c'est là un défi majeur que nous devons tous relever. C'est pourquoi je vous prie instamment, Monsieur le Ministre, d'examiner avec attention les moyens que vous et vos collègues latino-américains pourriez prendre en vue de hâter la tenue d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales.

J'estime par ailleurs que nous devrions nous employer à renforcer le rôle de la Banque mondiale ainsi que la coopération entre celle-ci et le FMI. Ces deux organismes doivent être dotés des ressources et des politiques voulues pour leur permettre de poursuivre efficacement leurs efforts en vue de la résolution des problèmes d'endettement et d'ajustement des pays en développement, par un renforcement des perspectives d'apports financiers. Nous devons également nous pencher davantage sur le rôle que la Banque est appelée à jouer. Lors de la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale, le Canada demandera que soient examinées la question des ressources à mettre à la disposition de la Banque et la nécessité d'assouplir ses activités de prêt. Nous espérons que ces efforts aboutiront à des résultats concrets.

Enfin, il est à peine besoin de souligner l'importance pour les pays débiteurs de se doter de politiques économiques saines. Disposant d'une impressionnante base économique et d'une population travailleuse, l'Argentine a pris des mesures qui tiennent manifestement compte du rôle crucial que joueront les politiques nationales pour le rétablissement de la confiance des bailleurs de fonds et des investisseurs.

Je me rends parfaitement compte que les mesures à prendre pour régler la question de la dette et des ajustements donneront lieu à controverses entre pays développés et pays en développement. Fortement en faveur du dialogue, tant bilatéral que multilatéral, le Canada entend jouer un rôle constructif au sein des forums où ces problèmes devront être examinés. Ainsi que vous l'avez dit aux Nations Unies à New York, le débat général ne doit pas nous empêcher de rechercher des solutions concrètes et réalisables. C'est pourquoi je suis heureux, Monsieur le Ministre, que cette occasion m'ait été donnée de discuter de ces questions avec vous. Les échanges de vues devraient faciliter nos efforts communs pour trouver des solutions plus durables aux problèmes liés à l'endettement et jeter les bases d'un consensus mondial sur ces très difficiles questions.

Monsieur le Ministre, nos entretiens auront été fructueux. Nous partageons les mêmes idéaux et les mêmes préoccupations, et nous avons défini des objectifs communs. Bien que situés aux deux extrémités de l'hémisphère, nos pays ont bien plus d'intérêts en commun qu'on ne le supposerait. La possibilité nous est offerte d'aller de l'avant et d'enrichir considérablement notre relation bilatérale. Votre visite nous aura permis de nouer un dialogue qui, je l'espère, se poursuivra à l'avenir. Je me réjouis à la perspective de joindre mes efforts aux vôtres pour renforcer et étoffer les liens qui unissent nos deux pays et rechercher des solutions aux importantes questions auxquelles nous sommes confrontés.

---

S/C